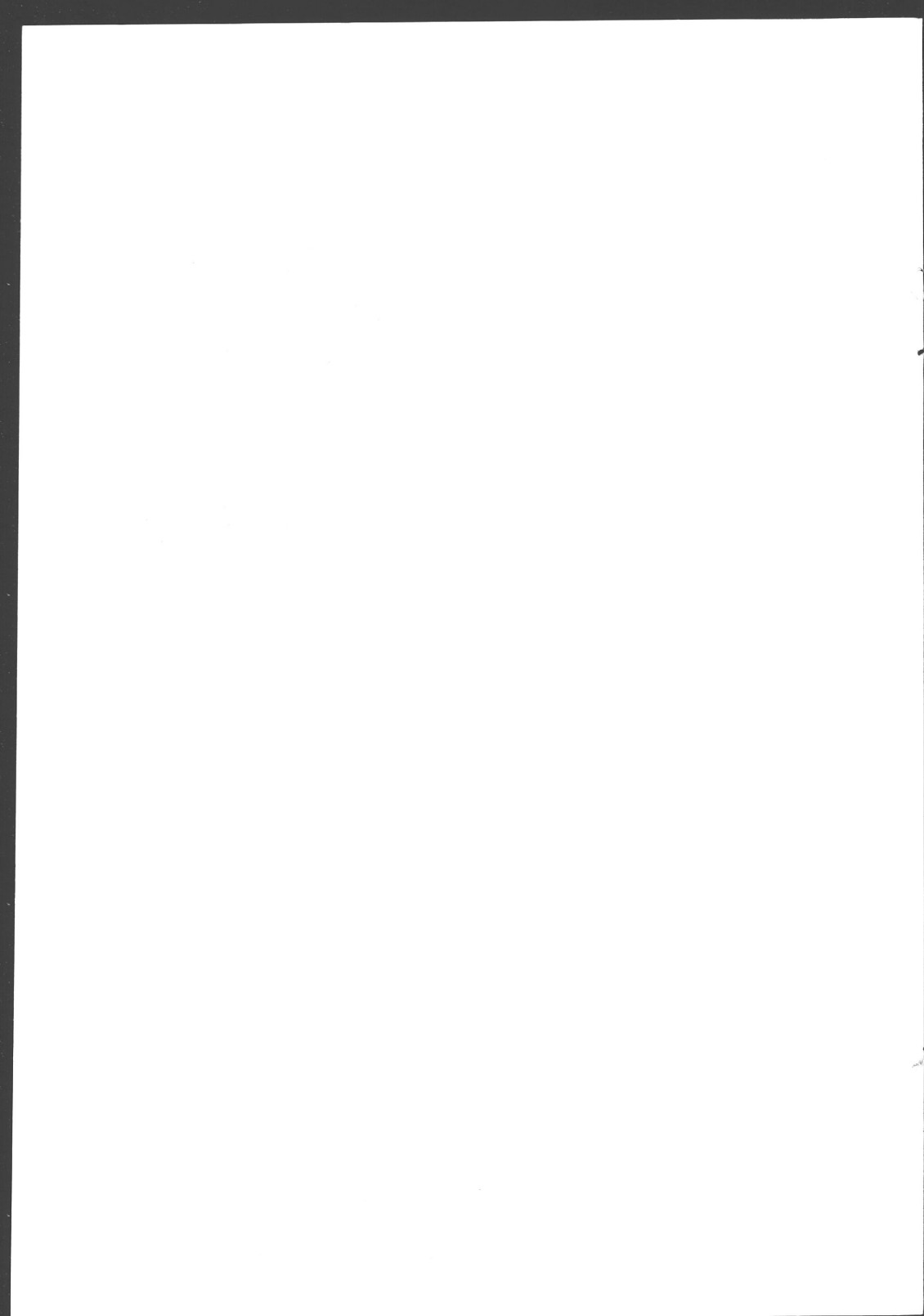


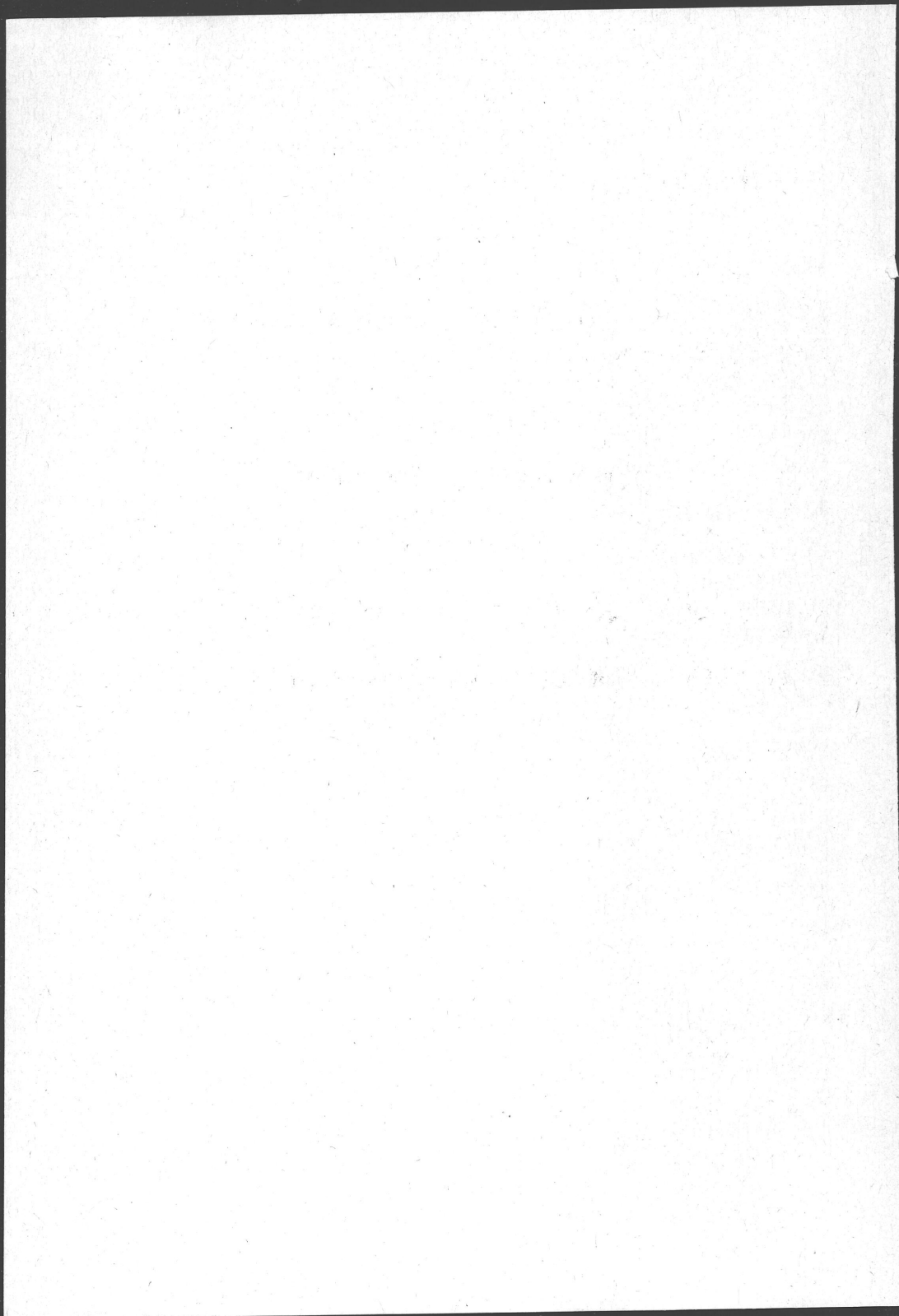


**No 17 - Printemps 1994**  
Direction Générale XXI  
Douane et Fiscalité Indirecte



# SOMMAIRE

<b>EDITORIAL</b>	<b>1</b>
<b>LE COIN DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX</b>	
<b>Finnish Tax System: Preparations for EU-Membership</b>	<b>4</b>
<b>QUI FAIT QUOI?</b>	
<b>L'Unité B1</b>	<b>9</b>
<b>Contrôle de l'application des dispositions communautaires</b>	<b>13</b>
<b>ACTUALITES</b>	
<b>The Management Plan is out</b>	<b>19</b>
<b>UN Press Release</b>	<b>20</b>
<b>La conclusion de l'Uruguay Round - Accord GATT 1994</b>	<b>21</b>
<b>Another business guest</b>	<b>24</b>
<b>ASSOCIATION EUROPEENNE DOUANES ET FISCALITE</b>	<b>i-iv</b>
<b>POST BOX 21</b>	<b>26</b>
<b>DANS LA PRESSE</b>	<b>28</b>
<b>ENTRE NOUS</b>	<b>32</b>
<b>A propos de la cafétéria</b>	<b>34</b>
<b>Our special charity - the Society for monopolysaccharide diseases</b>	<b>37</b>
<b>From the diary of a stagiaire</b>	<b>40</b>
<b>EN BREF</b>	
<b>Training for sale</b>	<b>43</b>
<b>STOP PRESS</b>	<b>44</b>



## EDITORIAL



*Cette édition de printemps est plutôt moins épaisse que ce que nous avions espéré. L'une des raisons en est expliquée page 27, mais on remarquera aussi, avec regret, l'absence d'une contribution hellénique à la rubrique du "Coin des DG", peut-être due au fait que les Directeurs Généraux qui ont quitté leur fonction n'ont pas encore été remplacés. La dernière page de couverture, qui a été réalisée par un grec "maison", célèbre néanmoins la Présidence, en associant antiquité et technologies nouvelles.*

\*

*A part cela, rien de nouveau sous le soleil. C'est avec un goût de déjà vu que l'on aura appris que la DG XXI a lancé sa propre "Management review"<sup>(1)</sup>, confiée à un cabinet de consultants externes, chargé de dresser un état des lieux de l'utilisation et de l'affectation de nos ressources. Pour la réalisation de son travail, cette équipe devra s'appuyer sur "the framework of our senior management structure" (cf note en anglais de notre Directeur Général du 30.03.1994), comprenant toute la*

*hiérarchie jusqu'aux chefs d'unité. Mais que reste-t-il à l'encadrement lorsqu'on lui a enlevé tous ses échelons jusqu'aux chefs d'unité? Où sont passés les cadres qui ne sont pas supérieurs? Quelqu'un en a-t-il déjà vu? Pourquoi les personnes consultées dans le cadre de ces travaux devraient-elles être celles qui ont un intérêt évident à défendre le statut quo et à démontrer le bien fondé de l'utilisation de leurs ressources actuelles, voire à en demander un peu plus? Nous savons tous combien il est difficile de perdre un poste, même inutilisé, alors imaginez-vous la perte de toute une division! Cette réflexion arrive-t-elle à propos, quelques semaines après la sortie du Plan de management censé définir les priorités de la Direction Générale et leur affecter au mieux les ressources? Pour les plus pessimistes d'entre nous, tout cela pourrait être résumé par une phrase de la note officielle de présentation de la "Management review": "Il est donc peu probable que les activités de l'équipe auront un impact direct ou significatif sur*

(1) Dans la mesure où notre Directeur Général lui-même n'a pas trouvé d'équivalent français, malgré une réflexion longue et ardue, nous n'avons pas, pour notre part, perdu de temps supplémentaire

*les autres membres du personnel."*

*Chacun se souvient du destin qu'ont connu les initiatives prises à l'échelle de la Commission pour tenter d'introduire un peu de la lumière du XX<sup>ème</sup> siècle dans l'obscurantisme médiéval de ses services: oubliées, à demi achevées, condamnées ou frappées de désintérêt. Nous pouvons peut-être faire mieux à notre niveau, si l'on nous en donne les moyens. C'est pourquoi nous apportons notre appui aux objectifs qui justifient la "review" et souhaitons une belle réussite à l'équipe qui la réalise, en espérant, qu'en fin de compte, le "Board" sera en mesure de mettre en oeuvre les réformes nécessaires.*

*L'un de nos problèmes est que nous voulons en faire trop, avec comme résultat que dès qu'on abandonne une tâche pour une autre, la première fait du sur-place. "Ceux de l'extérieur", les barbares - le personnel des administrations nationales et du secteur industriel et commercial - ne réalisent pas toujours combien nous sommes peu nombreux pour mener à bien tout ce qui nous incombe, et c'est pourquoi il est important d'associer à nos travaux, pour quelques mois ou quelques semaines, des experts nationaux détachés ou des personnes du secteur marchand, qui rentrent chez eux avec leur témoignage. Ils n'ont bien souvent pas*

*idée de la complexité des procédés législatifs et administratifs communautaires. Comme le souligne Marie Hendrie dans son interview page 24, le dessein et les méthodes de l'industrie sont à des années lumières des nôtres.*

\*

*Comme votre rédacteur en chef garde toujours les oreilles grandes ouvertes lorsqu'il erre dans les couloirs du MDB, il a pu entendre de-ci de-là des bruissements de mécontentement à propos des résultats du plan de formation, entamé il y a un peu plus d'un an. Dès le départ, nous avons été prévenus que ce plan serait long à mettre en oeuvre et ne satisferait pas forcément tous nos besoins. Un document "en fuite" ayant atteint la Rédaction atteste que 254 d'entre nous se sont portés candidats pour les quelques 1535 places des 101 cours proposés. 40% des demandes concernent des formations en informatique. Le document note aussi que les grades B et C, qui sont plus nombreux que les A à avoir participé à ces cours, ont principalement opté pour des sessions organisées et animées par la DG XXI. En ce qui concerne la formation en informatique, grâce aux 38 différents cours qui permettent d'offrir 319 places et à l'Unité A1, nous avons atteint le but que nous nous étions fixé. En revanche, pour les cours de management et le cycle de cours à l'entrée en*

service, nous ne sommes pas autosuffisants et dépendons des ressources des autres. C'est pourquoi il n'y avait pas toujours quelqu'un au rendez vous, même si le nombre de candidats aurait pu justifier la création d'un programme spécialement étudié pour nous. Là, par rapport à nos ambitions, nous sommes hors jeu. Il paraît que les choses vont s'arranger. Nous l'espérons. Dans le cas contraire, nous aurons un exemple de plus d'une belle utopie managériale qui a tourné au fiasco par manque de préparation et de ressources, et ce malgré les efforts déployés par les petites équipes chargées de promouvoir la formation au niveau de chaque DG.

Le printemps est arrivé et les longs jours ensoleillés de l'été doivent suivre. Nous espérons que vous saisissez toutes les opportunités qui se présenteront. L'une d'entre nous, bien que

figurant encore sur la liste, a su le faire. Toute l'équipe remercie chaleureusement Brigitte Segers pour la précieuse collaboration qu'elle a apportée au comité de rédaction. Nous nous réjouissons de la voir partir, parce qu'elle le souhaite, pour travailler plus intensivement au dialogue social. Nous lui souhaitons une belle réussite et espérons voir nombreux ses articles publiés à l'avenir.

Juste avant de mettre sous presse, nous venons d'apprendre que le "Board" a ressenti le besoin de nous faire part de ses préoccupations et de ses décisions en publiant ses comptes rendus. C'est une avancée essentielle sur le front de la transparence qu'il faut applaudir. Cela doit nous rappeler cette femme qui trouvait idiot de ne devoir toujours découvrir ce qui s'était passé...qu'après.

Avec tout ça, nous nous sentons





## LE COIN DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX



**VALTIOVARAINMINISTERIÖ**  
**FINANSMINISTERIET**  
 PL 286 00171 HELSINKI PB 286 00171 HELSINGFORS

### **Finnish Tax System: Preparations for EU-Membership**

*EU-membership will have significant effects on Finnish indirect taxation and customs. The accession has an impact on the legislation as well as on the administration. Some of the amendments in the legislation have already been made and will be introduced before the accession, while others will be made later with effect from the date of the accession.*

*As to the VAT system, Finland has to adopt the EC regime. This has already been accomplished to a great extent by the new VAT Act, which enters into force on 1 June 1994. However, further harmonization will be needed.*

*The new VAT Act turns Finnish turnover taxation into value added tax-*

*ation. The old turnover tax system covered the service sector only to a very limited extent, e.g., mainly some services directly linked to goods. The reform broadens the scope of taxation to include, in principle, all services. Restrictions in the deduction rights concerning capital goods are abolished too. Due to the reform the number of tax-payers will increase from 110 000 to about 400 000.*

*The major change to the new Finnish VAT system that membership will bring is the adoption of the rules concerning intra-Community trade, which will transfer the taxation from the border to the context of domestic taxation. This will require amendments to the legislation and also the*



development and introduction of new methods for collecting taxation, and new methods of control and capture of statistical data. This brings with it the development of computer and information systems. All Finnish tax-payers are registered for VAT on a data-base register which will make the work easier in this respect.

The most significant of the other changes in the Finnish VAT system concerns foodstuffs. Today the reduced taxation of foodstuffs is accomplished by a special primary product deduction scheme. The sale of primary products by the farmer is exempted and the subsequent seller - manufacturer or distributor - may make a fictitious deduction from the purchase price. This special scheme will be replaced with a reduced tax rate or with a special subsidy system outside the VAT system by the time of accession.

Membership will also result in several minor adjustments to the Finnish VAT system. For example, the special subsidy system for peat, wood-based fuel and natural gas must be removed from the VAT system.

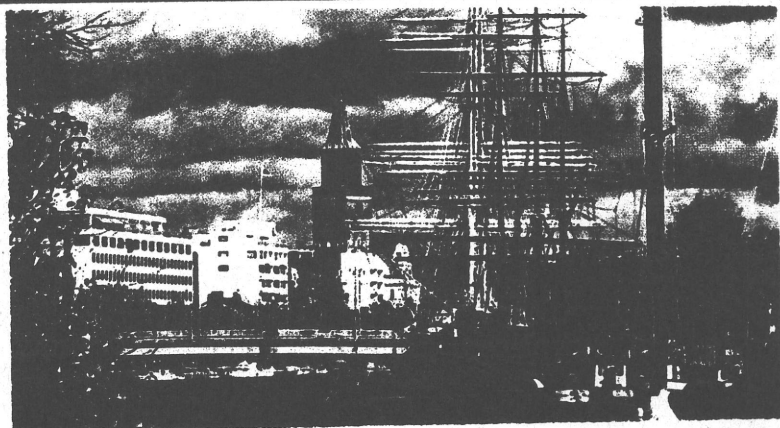
As to VAT procedures, the tax treatment of farmers will be changed. Today, farmers (some 150 000) are not liable to tax. In future they will either be tax-payers or subject to a

special flat-rate scheme. If farmers become tax-payers there might be a need for a simplified procedure for accounting for the tax. This simplified procedure could also be applied to other small enterprises. At present all tax-payers submit the return and account for the tax on a monthly basis.

Finland applies a standard VAT rate of 22 per cent and two reduced rates: 5 per cent and 12 per cent. In addition, passenger transport is subject to a transitional reduced rate of 9 per cent which will, however, be abolished by the time of accession. Newspapers and periodicals sold on subscription are subject to a zero-rate, which can be applied until the definitive system for intra-Community trade enters into force. Due to the geographic situation of Finland and the high rates of tax in the neighboring countries (Sweden 25%, Denmark 25%, Norway 20%) it will not be necessary to lower the standard rate in the near future.

EU-membership also requires the harmonization of Finnish excise rules on to the EU regime.

The adoption of the rules regarding intra-Community trade will require building up a totally new excise tax system, which functions without border formalities. However, the system



*of tax warehouses largely corresponds to the system Finland already applies in the taxation of mineral oils. Finland applies an alcohol taxation system in which tax is levied mainly according to the retail price of the beverage. The EU regime provides that the tax should be based on the quantity or alcohol content. Finland intends to change its alcohol taxation as from 1 June 1994 so that the tax will be levied only according to the alcohol content. Because of Finland's alcohol monopoly, we have today only one tax-payer: the state-owned Alko Ltd. Because of the reform the number of tax-payers will increase to one hundred or more. In this connection also a tax warehouse system for alcohol similar to the EU system will be introduced.*

*The present level of alcohol taxation considerably exceeds the minimum levels of the directives. The question is how long Finland can apply the*

*present level of taxation in the Single Market. In the accession negotiations Finland has been granted a transitional right to deviate from the common Single Market principle regarding the non-taxation of alcohol and cigarettes which travellers buy in other Member States. In spite of the derogation it seems obvious that in the long run we will have to decrease the present tax levels.*

*The Finnish taxation of tobacco products mainly conforms with the EU rules. Only some minor adjustments have to be made.*

*As to mineral oils, products subject to tax are mainly the same as in the directive. Tax levels fulfill the requirements of the directives except for diesel oil. However, the tax level of diesel oil will be raised to the minimum level from 1 June 1994.*

*Finland also levies some excise duties which do not belong to the group of*

*harmonized taxes, e.g. agricultural and environmental excises, and tax for sweets and soft drinks. It has not yet been decided whether these excises will be maintained after the accession. However, it is obvious that at least taxes for fertilizers, fat and protein of animal feeds and for sugar will be abolished.*

*Finland has a special car and motor cycle tax. For vehicles manufactured outside Finland, the tax is levied at importation. Within the Single Market there can be no taxation at the border in intra-Community trade, so the procedure has to be changed accordingly. The imposition of tax will be transferred to the context of the registration of the vehicle.*

\* \* \*

*Finland has to charge customs duties and agricultural levies according to the EU rules by the accession. Customs duties in what will be intra-Community trade must be abolished and the common external customs duties adopted. As to intra-Community trade, the change will really only have an effect on agricultural products. Industrial products have already been largely exempted from customs duties in the trade between EFTA and EU countries.*

*The general level of customs duties for industrial products in Finland is*

*very near to the Union level. However, there are significant differences between single goods and groups of goods. Especially concerning textile and clothing, customs duties are higher - even 20 per cent per unit - in Finland than in the EU. In the field of electronics, duties are mainly somewhat lower in Finland. Finland has to raise the duties to the EU level immediately at the beginning of membership while it can lower its duties to the EU level within three years from accession.*

\* \* \*

*The Finnish tax administration consists of the National Board of Taxes, 10 Provincial Tax Offices and about 170 Local Tax Offices. The tax administration is responsible for almost all taxation. The National Board of Taxes is the central administrative authority for taxation. The actual taxation is carried out by subordinate administrations: direct taxation mainly by the Local Tax Offices, and VAT by the Provincial Tax Offices.*

*The Finnish Customs administration consists of the National Board of Customs and 7 District Customs Offices and, subordinate to them, Local Customs Offices and Stations. The customs administration is responsible for customs duties, taxes on imports of goods (including VAT on imports) and on excise duties.*

*In the event of membership, the major change in the Finnish administration will be abolishing border formalities in intra-community trade. Customs borders will be abolished and value added taxation on transfers from other Member States will be transferred from the Finnish Customs Offices to the Provincial Tax Offices. The tax control system will also be altered because of using the VIES-system. This will require changes in working routines and organization, training of personnel, giving information to enterprises etc.*

\* \* \*

*If Finland joins the EU with effect from 1 January 1995, our preparatory work will have to be done quickly. The preparations cannot wait for the result of the Referendum planned to be held in autumn 1994 or for the subsequent decision of the Finnish Parliament. Preparations have already been started. Much is yet to be done both in the legislative field and in its technical implementation. Nevertheless, we believe that our aim - to have a harmonized VAT and excise system and to be able to join the Sin-*

*gle Market 1 January 1995 - can be achieved.*

*Finnish membership will bring many new rules and routines to the Finnish tax and customs administration. The time just before and after the accession will be stressful due to lack of time and resources. Especially, in the field of VAT we will be busy because our tax administration is still engaged with preparations for the introduction of the broad based VAT system.*

*Notwithstanding the difficulties linked with the accession, in the long term membership will have various positive effects. We will learn more about the tax systems of other countries. Increased contacts between the Finnish authorities and their counterparts in other Member States will help new ideas concerning legislation, control, working methods and organization to spread more easily and quickly. In other words, EU-membership will make our work more interesting and challenging and will help us in our pursuit towards a better and more efficient tax system.*

**Lasse ARVELA**  
**Director General**  
**Tax Department**  
**Ministry of Finance**  
**Finland**

## QUI FAIT QUOI?

### L'Unité B1

*Au deuxième étage du MDB au fond du corridor, à droite et à gauche, est installé un groupe d'européens enthousiastes et professionnels, acharné dans son petit coin à la construction européenne et responsable de la lourde tâche d'assurer la circulation des marchandises au sein de la Communauté.*

*Nous sommes au total 14 personnes, 7 hommes et 7 femmes. Voilà pour une fois réussi l'équilibre des sexes!! (Bien que temporairement rompu par l'arrivée de deux collègues masculins: 1 END pour 4 mois dont 3 sont déjà passés et 1 stagiaire récemment arrivé de Turquie.)*

*Nos forces se composent de 10 fonctionnaires statutaires:*

*3 fonctionnaires A; 2 fonctionnaires B; 5 fonctionnaires C; 4 fonctionnaires temporaires 1 A Temporaire; 3 END*

*Nous avons partagé nos tâches entre 5 secteurs de responsabilités distinctes bien que fortement interconnectés. Vous savez très bien que dans*

*notre métier douanier, rien n'est purement indépendant!*

#### *Secteur 1 Management*

*Ce secteur assume la responsabilité de la direction de l'unité, de la coordination entre les secteurs, de la liaison avec les autres unités et des rapports avec la hiérarchie.*

*Nous ne possédons pas encore de chef d'unité statutaire bien que la procédure de nomination soit en cours. A titre transitoire nous avons un chef d'unité faisant fonction, une femme pour la première fois à la DG XXI! A titre transitoire aussi nous appliquons "les règles" dans nos relations avec notre chef d'unité ff (voir XXInfo 16 Winter 1994 p. 41)*

#### *Secteur 2 Réglementation transit communautaire/commun*

*Deux sous-secteurs sont identifiés:*

*A Réglementation Générale: Ce sous-secteur est placé sous la responsabilité de François PAROISSIN, qui s'occupe de la*



FORMULARZ JEST WYKONYANY NA PAPIERZE SAMOKOPIUJĄCYM.  
 NALEŻY WYPEŁNIĆ GO CZYTELNE PISMEM MASZYNOWYM, KOMPUTEROWO  
 LUB WYRAŹNIE RĘCZNE DŁUGOPISEM, DRUKOWANYMI (DUŻYMI) LITERAMI.

DRUK  
 DISTRIBUCJA

JEDNOLITY DOKUMENT ADMINISTRACYJNY SAD		1 DEKLARACJA				
1	6	2		3	4	5
		7		8		9
KARTA DLA URZĘDU CELNEGO KRAJU WYWOZU		14		15		
		16		17		
KARTA DLA URZĘDU CELNEGO KRAJU PRZYWOZU		18		19		
		20		21		
22		23		24		
25		26		27		
28		29		30		

gestion des règlements et dispositions communautaires du transit ainsi que de la Convention CE/AELE du Transit commun. Une activité importante de cette équipe à l'heure actuelle concerne les travaux préparatoires à l'extension de la Convention du transit commun aux pays dits de Visegrad (République Tchèque, République Slovaque, Hongrie et Pologne).

**B** Réglementations spécifiques: géré par David KESBY, ce sous-secteur traite des problèmes du transit maritime et aérien ainsi que des questions concernant les

procédures simplifiées du transit.

Notre collègue Gerhard BAUCH donne son appui à ce sous-secteur pour ce qui concerne le Secrétariat des comités.

### Secteur 3 Application réglementaire transit/informatique/facilitation

Domenico DEL GRECO, chef du secteur, concentre ses efforts sur la définition des mesures législatives et opérationnelles permettant la prévention de la fraude dans le régime du transit. L'ampleur prise par la fraude ces dernières années dans l'utilisation du

*régime du transit nous a amenés à la définition d'une stratégie comportant des actions à court, moyen et long terme parmi lesquelles on trouve l'infomatization du régime du transit qui permettra, on l'espère tant, de résoudre les problèmes de faux documents ou de faux cachets, que d'améliorer le contrôle général du régime.*

*Epko HAITSMa apporte tout son appui à la bonne exécution de la stratégie définie dans les deux projets - prévention de la fraude et informatization - ainsi qu'à la coopération administrative établie en application de la réglementation (notifications des cachets perdus ou volés, les dispenses de garanties, la mise à jour de la liste des bureaux des douanes, etc...).*

*D'autre part, le dossier de la facilitation du commerce est étroitement suivi par ce secteur qui s'occupe des travaux du groupe de travail des Nations Unies UN/ECE/WP-4 et collabore aux travaux techniques des Organisations de simplification et de facilitation dénommés couramment "COMPROS".*

**Secteur 4 Circulation des marchandises et autres aspects douaniers dans le cadre des accords internationaux**

*Luis LAÇO, chef du secteur, gère tous les aspects de la circulation des marchandises qui découlent des Con-*

*ventions Internationales (TIR, CIM,...) des Accords d'Association (St Marin, Andorre, Chypre, Malte), d'Union Douanière (Turquie, ...) et de l' Adhésion à l'Union Européenne.*

*Gerhard BAUCH s'occupe des aspects circulation et douaniers dans le cadre d'autres Accords Internationaux tels que les accords des produits de base: cacao, café, bois tropicaux, transport aérien (OACI, CEAC), transport maritime (OMI) etc.. ainsi que des questions de circulation des produits sensibles (déchets, armes, protection de la couche d'ozone).*

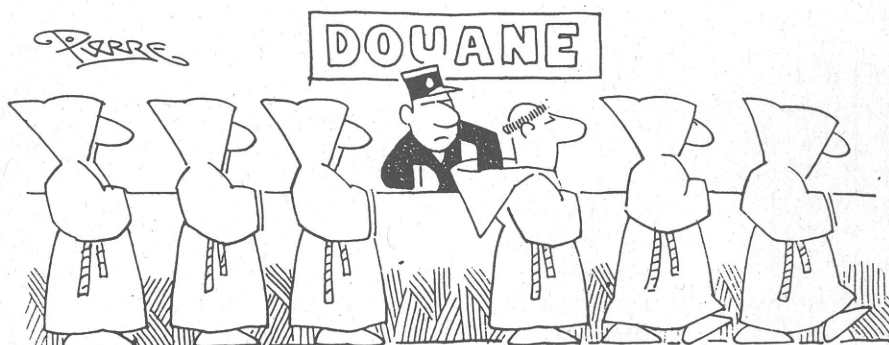
**Secteur 5 Aspects douaniers du Marché intérieur**

*2 sous-secteurs sont identifiés:*

**A** Document administratif unique et bagages géré par Jean-Luc DELCOURT qui assure la gestion du DUA ainsi que de la Convention CE/AELE de simplification des formalités. Une activité d'actualité dans ce contexte concerne les travaux pour l'extension de cette Convention aux pays de Visegrad.

**B** Application des autres politiques communautaires

*Martine BOSCH assume la responsabilité des questions dou-*



nières qui découlent de la politique agricole commune telles que les prélèvements à l'importation, certificats, contrôle de l'utilisation et/ou destination des marchandises agricoles (T5), contrôles physiques à l'exportation etc.....

Gerhard BAUCH s'acharne pour le compte des autres DG à établir des formulaires communautaires selon la formule cadre des Nations Unis et surveille

tant leur impression que leur publication.

Tous les secteurs reçoit l'appui précieux et le support de nos secrétaires Gabrielle BRONCKAERTS, Isabel DE KEYSER, Evelyne PENDZIOR, Michaela RIPPERT et Marie-Thérèse MATHIEU.

Voilà un bref aperçu de notre unité. Selon la formule consacrée, qui nous sommes, ce que nous faisons et où nous nous trouvons au 18 mars 1994.

Rosa LOPEZ JORRIN B-2

NDLR: Dans l'équilibre H/F, les hommes constituent la garniture entre les tartines, et Martine la moutarde!



## Contrôle de l'application des dispositions communautaires

*Lors que Tony m'a demandé de présenter mon unité de manière complète et instructive, sans être rébarbatif et sans négliger la pointe d'originalité qui distingue le XXInfo d'une austère note interne, j'ai songé à la difficulté qu'eut Cervantès, de son propre aveu, à rédiger une préface à son Don Quichotte. Il s'y faisait conseiller ainsi par un ami plus ou moins hypothétique: "Tâchez que vos récits intéressent, qu'ils divertissent l'homme mélancolique, qu'ils plaisent au lecteur enjoué, qu'ils n'ennuient point l'ignorant, qu'ils se fassent estimer du sage".*

*Je n'ai bien sûr la prétention ni d'égaliser l'illustre rescapé de Lépante dans la satire, ni les romans de chevalerie, ses cibles, dans le style épique. Il n'en reste pas moins que l'activité de la OI a plus d'un point commun aussi bien avec la quête des Chevaliers de la Table Ronde qu'avec celle, superbement chimérique, de l'Homme de la Manche.*

*N'avons nous pas notre but ultime, notre chimère, notre étoile mille fois approchée mais jamais atteinte: la Conformité au droit communautaire? Dans notre quête inlassable de ce Saint Graal ou de cette Dulcinée (ce-*

*la dépend des tempéraments), qui a ses grandeurs et ses servitudes, nous avons notre idée du Bien, nos "tables de la Loi", d'immenses espaces où mener nos chevaux de bataille (plus fougueux, espérons-le, que Rossinante), des procédures rituelles et des échéances fatales. Nos preux chevaliers du droit ont bien sûr, tout comme ceux du Roi Arthur, leurs vertus et leurs faiblesses. Ils répondent pourtant toujours à l'appel de la veuve et de l'orphelin, et courent sus à l'Etat membre ayant osé violer le pacte communautaire et mésuser de son droit national.*

*Cette geste épique vous emmènera le long des grands axes de notre action, afin de préciser ce que nous sommes et ce qui nous meut. Elle vous promènera dans les différents champs de nos compétences, pour une meilleure perception de notre autonomie et de nos contraintes. Si le Comité Suprême du XXInfo y consent (ou l'ordonne), certains de ces domaines seront explorés plus à fond dans de futurs numéros.*

*Les Tables de la Loi douanière et fiscale*

*L'Idée même du Bien ne pouvant être que communautaire, notre Bible c'est*

bien évidemment le Traité CE, dans ses articles 9 à 16 (interdiction des taxes d'effet équivalant à des droits de douane à l'importation ou à l'exportation) et ses articles 95 et 96 (interdiction des mesures fiscales discriminatoires pour les produits d'autres Etats membres). Ils sont nos deux Premiers Commandements.

Mais ces quelques lignes, rédigées nonchalamment en 1957, ont été étirées à un tel point par les Pères de l'Eglise (les juges de la Cour de Justice, évidemment) que la jurisprudence qui en résulte constitue en elle-même un corps de règles communautaires. Nous y puisons avec délectation pour traquer les derniers vestiges des obstacles tarifaires que des Etats passablement négligents laissent encore trainer parfois sur les chemins de la libre circulation des marchandises. Nous voici en outre appelés, désormais, à étendre notre champ d'intervention sur des bases comparables aux échanges avec des partenaires tiers avec lesquels nous avons conclu des accords comportant ces mêmes clauses d'interdiction, notamment ceux de l'EEE, avec déjà quelques précédents dans le cadre de l'AELE et des potentialités du côté des ACP et des PECO (siglacronymophobes s'absterne, SVP).

L'unité est bien sûr également appelée à se pencher de manière horizon-

tales (est-ce géométriquement et physiquement concevable?) sur l'interprétation et l'application de tout le droit communautaire dérivé en matière douanière et de fiscalité indirecte (TVA et accises), qui a été produit dans les domaines relevant de la responsabilité de la DG XXI, qui inclut les dispositions douanières des accords internationaux, et auquel il convient d'ajouter là aussi une jurisprudence fournie de la Cour de Justice. En termes d'épaisseur de papier format JO tu peux imaginer, ami lecteur, ce que cela représente. Surtout si l'on songe qu'il est souvent nécessaire d'interpréter un droit passé et parfois dépassé, dans les affaires à la Cour notamment.

### *Les Espaces du Contrôle de l'Application*

Les références majeures étant connues, reste à explorer rapidement les terrains où la OI est appelée à en faire bon usage.

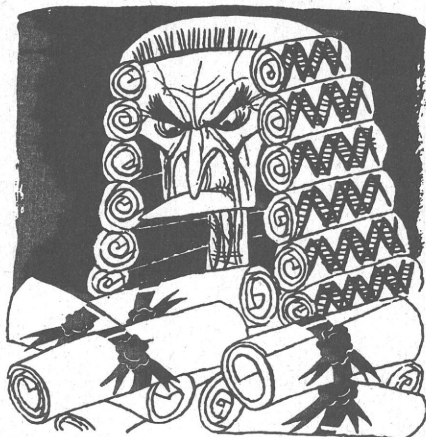
L'activité de l'unité OI se rattache à la troisième des missions fondamentales définies pour la Commission par le traité de Rome: proposition, exécution, contrôle. Dans la conception stricte du "contrôle de l'application", il s'agit d'identifier et de poursuivre selon les procédures dites "infractionnelles" de l'article 169 du traité les manquements des Etats

membres à leurs obligations communautaires. Ces procédures infractionnelles résultent de mesures d'instruction préalable de nos différentes sources d'information internes ("cas décelés d'office") ou externes ("plaintes") sur l'application du droit communautaire.

Plus récemment, la DG XXI dans son ensemble a cherché à mettre en place une véritable politique de contrôle de l'application. Celle-ci ne serait plus tributaire de sources occasionnelles et ponctuelles d'information, mais supposerait un examen préalable, voire préventif, des mesures nationales, en partenariat avec les Etats membres eux-mêmes. Un centre de documentation approprié est en voie de constitution.

Mais la compétence de la O1 s'étend également aux questions impliquant une unité d'interprétation du droit. Nous suivons ainsi avec le Service juridique, et en liaison avec les unités concernées de la DG XXI, tous les recours déposés à la Cour de Justice en matière de douane et de fiscalité indirecte, c'est-à-dire non seulement les recours en manquement de la

Commission contre les Etats membres, mais aussi les affaires préjudicielles, et les recours en annulation, en carence ou en responsabilité extra-contractuelle.



Ce besoin d'unité de conception sur le plan juridique explique également le développement des consultations effectuées par les unités de la DG XXI auprès de la O1, en tant que relais vers le Service juridique ou en vue d'une sorte d'ex-

pertise juridique préalable, non seulement en vue d'interpréter les textes existants, mais souvent aussi au stade des projets, notamment dans le cadre des affaires internationales.

L'unité, compétente pour l'examen des plaintes à la Commission, l'est également pour celui des pétitions déposées auprès du Parlement européen, le plus souvent à partir de cas individuels, et sur lesquelles le PE demande à la Commission de prendre position et de donner un avis technique. Il en est de même pour les questions parlementaires qui soulèvent un problème de respect du droit communautaire.

Nous sommes aussi, traditionnellement, le correspondant des Direc-

tions Générales compétentes en matière d'aides d'Etat afin de leur fournir des avis sur les aspects fiscaux et douaniers des aides elles-mêmes et surtout sur la conformité à nos Commandements de leur mode de financement: il existe là, dans les Etats membres, une jungle de taxes affectées ou parafiscales dont le nombre, la diversité et la mobilité dépassent l'imagination.

La gestion de l'ensemble suppose une cohérence indispensable dans l'enregistrement des différents dossiers, leur suivi et leur archivage. C'est pourquoi un système de références commun à toute l'unité et un suivi informatique des entrées et des sorties a été mis en place pour chaque dossier. L'unité cherche également à diffuser l'information relative à ses activités au sein de la DG XXI et à l'extérieur, notamment grâce au Recueil annuel des arrêts rendus par la Cour en matière douanière et fiscale et à la Situation périodique des affaires à la Cour, ainsi que par les bilans de son Plan de gestion.

### *Les Procédures Rituelles*

C'est le volet à la fois le plus contraignant de notre action et le moins bien connu de l'extérieur. Il est toutefois indispensable pour permettre une gestion satisfaisante des dossiers. Il faut avouer que cela permet également, comme tout rituel, de

laisser à l'unité sa part de mystère et d'entretenir son statut de confrérie d'initiés, maniant un vocabulaire ésotérique connu d'elle seule: lettre pré-169 ou pré-171, infraction présumée, infraction constatée, dossiers A, B, P, E ou I...

L'unité jongle allègrement avec le formalisme et les échéances. Tout est prétexte à obligation impérative de prise de position, d'exécution ou de proposition de notre part, tout est soumis à délai, date-limite et autre accord tacite. On voit parfois en matière d'aides d'Etat un accord demandé le matin pour midi.

Et bien sûr nous jetons de terribles sorts, mises en demeure, avis motivés, saisines, accord ou désaccords, et nous abusons de formules magiques: "Eu égard aux considérations qui précèdent, la Commission, conformément à l'article 169 du Traité CE, invite votre gouvernement, ...", "Par ces motifs, la Commission émet... l'avis motivé", "Pour ces motifs, plaise à la Cour ...".

### *Les Chevaliers du Contrôle de l'Application*

Mais que serait la Quête sans les hommes et les femmes (doit-on parler de "chevalières"?) qui la poursuivent inlassablement, chaque dossier clos en révélant un nouveau, l'interprétation du droit communautaire et le contrôle de son application étant une

*source intarissable de délices et l'imagination non conformiste des Etats membres étant toujours plus débordante.*

*La diversité de la Quête, le caractère multiforme des interventions et des sujets, imposent inévitablement la polyvalence, même si une certaine spécialisation est recherchée, soit pour des raisons linguistiques, quoique la langue ne soit pas un facteur absolu d'attribution des dossiers, soit à cause de la spécificité du secteur: pétitions, aides d'Etat, notamment. Et sur ces Chevaliers, qui ont tout sauf une Triste Figure, règne évidemment notre Roi Arthur..., qui préfère toutefois garder l'anonymat.*

*Entre la Quête de la Conformité absolue et la satisfaction d'une Conformité relative*

*Dans une Communauté idéale, l'uni-*

*té 01 disparaîtrait sous une Uniformité parfaite d'interprétation et un souci de la Conformité tel chez les Etats membres qu'ils iraient jusqu'à dénoncer eux-mêmes à la Commission les violations involontaires du droit communautaire qu'ils passeraient leur temps à dénicher dans leur propres législations.*

*Fort heureusement, notre droit n'est pas assez transparent et les Etats membres pas assez vertueux pour que notre existence soit menacée.*

*Confrontés à l'immensité de la tâche et à la rareté des moyens, face à une "frontière" qui recule à mesure que la Communauté légifère pour concrétiser l'"espace intérieur", nous sommes voués au culte de la Priorité. La Conformité absolue étant exclue, nous cherchons à nous satisfaire d'une Conformité relative, au moins suffisante à assurer le bon fonction-*



*and, if you  
ask a Lawyer!*

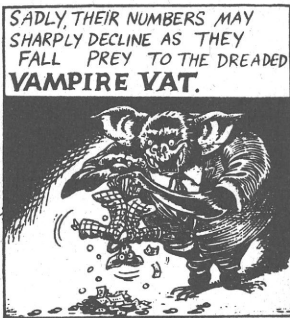
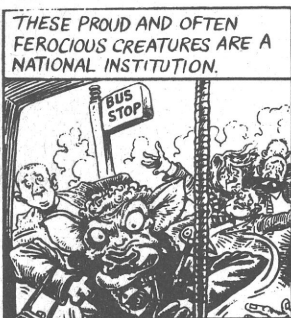
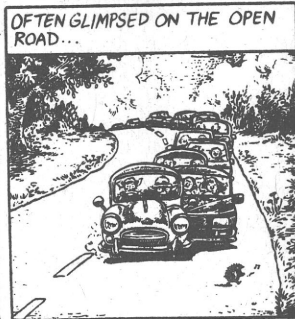
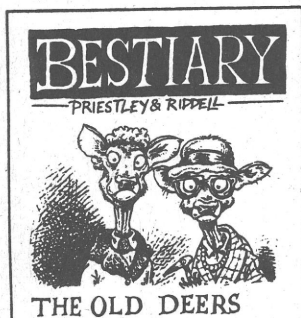
*nement des régimes mis en place et l'égalité de traitement des opérateurs et des citoyens européens.*

*Cela fait paradoxalement de nous l'unité d'une certaine "subsidiarité", dans la mesure où il nous revient d'apprécier en première instance le niveau minimal de respect du droit communautaire en-deçà duquel l'édifice commun serait menacé. Nous manions donc avec précaution et discernement nos flamboyantes épées de*

*Justice en cherchant à faire la part de l'Essentiel, et en cherchant à convaincre les Etats membres, mais aussi les opérateurs et les citoyens, d'en avoir la même perception que nous.*

*Ce qui apparaît encore aujourd'hui comme une lutte perpétuelle pour sauvegarder l'acquis communautaire devrait dans le futur, surtout avec un espace élargi à de nouveaux acteurs, relever d'une responsabilisation accrue de toutes les parties concernées.*

**J.M. GRAVE 0-1**



*The United Kingdom starts to dismantle its contentious zero rates and introduces VAT on domestic fuel. The last frame is neither a picture of Mr Wilmott or Mr Aujean.*

## ACTUALITES

### **The Management Plan is out**

*The DG XXI 1994 Management Plan has been finalised. English and French versions have been distributed to all staff, to the Cabinet, to all Directors-General in the Commission, to Member States Administrations, to members of the Advisory Committee and other selected "partners".*

*This is our fourth plan and if you compare it with last year's plan, the 1994 plan contains more detail on the target side. Even with the existing level of detail it would be impossible to include every DG XXI activity in the plan. It has not been the intention to do so. The plan reflects our main objectives only. To make the plan operational we have to link some measurable targets with our objectives. Reviewing progress against the targets may tell us whether we succeed or not in performing our work properly.*

*Priorities may change over the year, and reaching a given target may become less important or even unrealistic. Adjustments will be needed, and the plan itself gives a common*

*ground for discussion and for changing priorities in a balanced way.*

*Furthermore, the actual work with developing the plan gives an excellent chance to make sure that the activities we perform are properly coordinated. With the limited, although highly qualified resources we have, we should not invent the same thing twice.*

*Another issue not to be underestimated, is that we live in an environment where we are very much dependent on how the outside world looks upon us. If we can prove to be well managed, with a clear idea of where we are moving, then it improves our position in any negotiation, may it be negotiations - be they with Member States or negotiations with the Commission for a reasonable allocation of money and staff.*

*Basically the plan should give each member of DG XXI's staff an idea of our activities, and make it possible for each individual to make sure that his or her work supports the common objectives set up.*

# United Nations

## Press Release

*At the ninety-ninth meeting on Tuesday, 22 February, of the Security Council Committee concerning Yugoslavia Ambassador Antonio Napolitano, European Union/Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) Sanctions Coordinator, was welcomed. He was accompanied by Richardt Vork and Richard Stone, Director and Deputy Director, respectively, of the Sanctions Assistance Missions Communications Centre in Brussels. They addressed the Committee on the current issues relating to the effective implementation of the mandatory measures imposed by the Security Council under its relevant resolutions, having in mind the need for continued vigilance in the strict observance of the sanc-*

*tions. Ambassador Napolitano drew attention to the necessity of providing adequate resources to the Sanctions Assistance Missions by the Governments concerned.*

*Appreciation was extended to the Sanctions Coordinator, the Communications Centre, and the Sanctions Assistance Missions for their efforts to facilitate the shipment of duly authorized humanitarian supplies to the area in question and legitimate trade on the Danube. It was stressed, in particular, that the States neighbouring the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) deserved much credit for the enforcement of the sanctions mandated by the Security Council.*

*Contributed by SAMCOMM*



## La conclusion de l'Uruguay Round - Accord GATT 1994: Quelques précisions

*Le texte de l'Acte final, ensemble avec ses Annexes (5000 pages environ) et l'Accord établissant l'Organisation Mondiale du Commerce ont été signés, à Marrakech, le 15 avril prochain. Les services de la Commission sont en train de préparer ou d'adapter les actes communautaires nécessaires afin de mettre en application les dispositions de ces Accords dès leur entrée en vigueur, prévue en principe pour le 1<sup>er</sup> janvier 1995.*

*Trois dossiers de l'Accord GATT 1994 présentent un intérêt particulier pour la douane communautaire: les règles d'origine, l'évaluation en douane et l'inspection avant expédition:*

### *Règles d'origine*

*Un accord sur les règles d'origine non-préférentielle fait, pour la première fois, partie d'un Accord du GATT. Une harmonisation de ces règles d'origine non-préférentielle devrait se réaliser dans trois ans pour autant que les travaux démarrent tôt cette année-ci. Ils comprendront toutes les règles d'origine utilisées dans les instruments non préférentiels de politique commerciale.*

*La définition de règles harmonisées sera confiée conjointement à la Conférence Ministérielle (Comité d'origine) du GATT et au CCD (Comité technique des règles d'origine).*

*La règle générale serait qu'une marchandise est originaire du pays où elle a été "entièrement obtenue" et, au cas où plusieurs pays sont concernés, du pays où a eu lieu sa "dernière transformation substantielle". Dans ce dernier cas, la notion de "changement de position tarifaire" et éventuellement celles du pourcentage de la valeur ajouté ou de l'opération de fabrication ou d'ouvroison, seraient utilisées.*

*Afin d'assurer un niveau de transparence satisfaisant, un système de renseignements contraignants, assurant la présentation des renseignements sur l'origine de toute marchandise à la demande de toute personne ayant de motifs valables, serait établie.*

*Les résultats des travaux du Comité des règles d'origine seront incorporés à l'Accord GATT 1994, sous forme d'annexe, par la Conférence Ministérielle et elles feront partie intégrante de cette Accord.*

THE IRISH TIMES, Friday, December 17, 1993



### La valeur en douane

L'Accord GATT 1994 inclut, en principe, le texte du Code relatif à la valeur en douane. Toutefois, certaines modifications y sont incorporées au sujet des droits et obligations d'une administration des douanes, en matière de la vérification de l'exactitude des valeurs déclarées, ainsi qu'au sujet des consultations et au règlement des différends entre les parties contractantes.

Dans ce dernier domaine les nouvelles dispositions prévoient que, si aucune solution à une question quelconque ne peut pas être obtenue ni bilatéralement, et si non au sein du comité

technique, elle devrait faire l'objet d'un examen au sein d'un groupe spécial.

La mise en application du Code par tous les Membres de l'OMC, permettrait d'établir une certaine discipline en la matière et d'exclure la fixation des prix artificiellement élevés. Dans cette perspective le Comité de l'évaluation en douane du GATT doit adopter encore cette année:

- un projet de décision concernant les cas où les administrations ont de doutes concernant la véracité ou l'exactitude de la valeur en douane déclaré et

EUROPEAN  
CUSTOMS AND TAX  
ASSOCIATION



ASSOCIATION  
EUROPEENNE  
DOUANES ET FISCALITE

## BULLETIN No 20

### LETTER FROM THE CHAIRMAN

#### Post election news

As my first letter as Chairman following the recent elections (further news on which appears in the following pages), I would like to take this opportunity to thank those who voted for Executive Committee and to ask you all to help the committee re-appraise the role of this association and in particular to provide your opinions as members on what you are looking for from the Association.

However, I must begin by thanking John De Neumann for his sterling endeavours on behalf of the membership of the Association during his time as Chairman. All the Executive Committee members feel that without John's good humoured determination the Association would have foundered long ago. At a time when we are all under considerable work pressure, John has always been prepared to devote some of his personal time to the Association's activities. As the first chairman his contribution has not

only been vital but it also serves as an example to all future chairmen as to how this function can best be performed. I am therefore certain that I speak for all members when I thank John for his past efforts and look forward to him continuing to contribute as an active member.

Whilst speaking of active members, I have to say that if the association is to develop we need more active members who are prepared to get involved in organising events and visits. You will see in the following pages the Committee's suggested list of possible future events and volunteers to assist in the planning of these actions, as well of course as participants, are asked to contact the Secretary (John Malone) or myself as soon as is possible.

It goes without saying that any suggestions for future activities will be welcomed by the Executive Committee, as would any comments on the direction in which the Association should be heading. Until now the Association has provided mixed activities covering sport, social and work oriented interests, but if other interests are indicated they could well be followed.

I would like to close with one request to all members and prospective members, do not forget that the future of the Association is in your hands, please make an active contribution.

Ron HORDIJK  
Chairman

---

## ACTIVITIES OF THE ASSOCIATION

The Association envisages organising several activities again this year some of which are becoming a real tradition. For example, the Christmas charity raffle where we emphasize our aim of providing financial support to those organisations who need an extra helping hand.

Other suggestions thought of are listed below, but for some of them we will need either the approval of our own hierarchy or of external (national) authorities.

- The Marathon Walk of Nijmegen (NL); four days of 50 km each, taking place during the month of July
- The descent of the river Lesse (B) by kayak; the time depends much on the weather conditions, but will probably be in June/July
- A daytrip by coach to the port of Rotterdam (including a mini-cruise and a visit to a customs warehouse and/or the excise museum)
- A XXI-table-tennis competition organised during lunch-hours and /or in the evening
- A lunch, organised by and for the members, in a local restaurant
- A wine and cheese tasting event to be organised in our building (with products from all member states)
- A visit to one of the many breweries of the famous Belgium beers

Any other suggestions by members are very welcome and will be fully considered by the committee.

Last year the DG XXI (Eurodouane) runners participating in the World Championship Half-Marathon raised BF 31.000 for the MPS Society, a charity which offers help and support to the children affected by the disease and their families. The charity is the official DG XXI charity.

The runners would like to continue to raise money for the MPS Society and will be seeking sponsorship for the forthcoming 20 km on 29 May. Additional information will be communicated to you in the months to follow. We hope we will be able to count on your generous response one again on this occasion.



Un nouveau comité a été mis en place pour démarrer de nouvelles activités (et poursuivre certaines des anciennes activités), selon les intérêts exprimés par les membres.

Les membres du comité agiront comme un centre de réception chargé de mettre en place ou de coordonner les activités correspondant aux suggestions reçues.

Le nouveau comité:      Mme S. Laustsen,      M. R. Hordijk,  
   M. J. Pulford,              M. J. Malone

- une déclaration, dont le texte a été rédigé lors de la négociation de l'Uruguay Round, relative à l'établissement de valeurs en douane minimales et à la détermination de la valeur en douane en cas d'importations réalisées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs.

#### *Inspection avant expédition (IAE)*

Un accord relatif à l'inspection avant expédition est introduit dans l'Accord du GATT dans un souci d'établir un cadre international définissant les droits et les obligations des Membres exportateurs et importateurs et de soumettre toute question de différend au mécanisme de différend horizontal prévu par le GATT 1994.

Cette solution contribuera notamment à empêcher les sociétés d'IAE d'utiliser toute pratique discriminatoire contre les exportateurs communautaires. En plus, tout Membre de l'OMC sera

obligé d'adhérer à cet Accord s'il optait pour l'utilisation de ces sociétés d'IAE. Toutefois, l'Union européenne et les autres pays industrialisés s'engagent à accorder, une fois demandée, leur assistance technique afin de contribuer à la réalisation des objectifs de cet accord.

Cet accord sur l'IAE devrait être vu ensemble avec un nombre d'évolutions en la matière et plus particulièrement:

- la conclusion d'une importante étude, entreprise par la Banque Mondiale, sur ce sujet et qui devrait être disponible dans peu de temps et
- le mandat donné par le Conseil du CCD, lors de ses sessions du mois de juillet 1993 à son Secrétariat, de lui préparer une étude détaillée afin de lui permettre d'évaluer la situation et, le cas échéant, de proposer des solutions alternatives.

Christos LIOLIOS A-3

## Another business guest



### Christian Salvesen PLC

*Following DG XXI's first visit from a guest under the business attachment scheme of the Whitehall and Industry Group (see XXINFO No 15, page 10), a second visitor circulated in DG XXI for three weeks in February to discover the mysteries of working in the Community institutions. This was Mrs Mairi Hendrie, group financial planning manager with Christian Salvesen PLC.*

*John de Neumann snatched a brief interview.*

\* \* \*

**What is Christian Salvesen?**

*MH: Christian Salvesen is a public limited company specialised in the distribution of goods (in Europe and the USA) and in the hiring of power equipment and temperature control equipment (in Europe, the USA, the Middle East, and the Asia-Pacific region).*

How does a group financial analyst end up in DG XXI rather than Commission departments more specialised in financial matters, such as DG II (Economic and Financial Affairs), DG XIX (Budgets) or DG XX (Financial Control)?

*MH: The interest of the visit was not so much in the field of competence of the departments visited but in their administrative structures and inter-relationships. It was also useful to learn how an outsider could successfully follow through an enquiry in the Commission.*

**What is the most striking contrast between the working environment of DG XXI and that of Christian Salvesen?**

*MH: The Commission has to deal with so many separate but related bodies. So many formalities, constraints and pressures are necessarily imposed on staff working within such*



*an organisation - for example, the nine languages, the consultation procedures, the political pressures.... It is impossible to short-circuit these factors. It can therefore take a long time to reach a goal. The success of the staff in overcoming these difficulties and achieving their goals is impressive. In Christian Salvesen on the other hand, as in the private sector generally, it can sometimes be easier to cut across formal lines.*

What is your biggest criticism of the way in which the Community works?

*MH: From the public's point of view, the Community is often perceived as spending time and effort on unimportant things. Perhaps as a result of the media's tendency to concentrate on sensation, it is difficult for the public to focus on the Community's best and most successful policies. From the point of view of a professional, the careers structure in the Community institutions is inflexible, which limits the organisation's ability to respond quickly.*

Are customs and indirect tax aspects of the single market given a high enough public profile?

*MH: No. But as most non-specialists*

*tend to be frightened by the mention of those topics, it is difficult to give these aspects a high public profile. It would nevertheless be good to promote a better public understanding of the kind of work performed in those areas.*

What is your impression of the organisational relationships between DG XXI and the outside?

*MH: There seems little evidence of really effective communication between the Commission services and the business community. This would lead to the risk that the Commission might become too remote to be able to perceive their needs. A clear distinction needs to be drawn between the needs of the multinational and the small or medium-sized business. Use of the Advisory Committee on customs and indirect taxation should be encouraged. With respect to national administrations, the relationship between DG XXI and the administrations of the Member States seems to work extremely well and to have achieved significant successes. The existence of so many official committees throughout the Community decision-making process, however, probably leads to some duplication of effort.*

---

## POST BOX 21

---



Dear Tony,

Some suggestions for a name for the cafeteria.

The Customs Haven  
or at the other end of  
the scale

The Smugglers' Den.

By the way, to whom do we address all comments about the cafe? We all seem to be enjoying it but I would like to see them stock Diet Coke. They only have the classic one at present.

Regards

*Claire Powell*  
Claire Powell

*Claire,*

*We asked about Diet Coke. The manager said that they could carry other lines if they were asked for. If they continued to do so would be a function of how well they sold. He will get some diet coke in, but it is up to you to ask for it.*

*Ed.*



## DET KONGELIGE FINANS- OG TOLLDEPARTEMENT

THE ROYAL MINISTRY OF FINANCE AND CUSTOMS

OFFICE: AKERSGT. 42 - TELEPHONE NO. 47 22 34 90 90 - TELEFAX: 47 22 34 95 13  
P.O. BOX 8008 DEP., N-0030 OSLO, NORWAY

DEPARTMENT OF CUSTOMS AND INDIRECT TAXATION

Commission of the European Communities  
Directorate-General Customs and Indirect Taxation  
"DGXXI Info" - The editor  
Rue de la Loi 200  
B-1049 Brussels - BELGIUM

YOUR REF.

OUR REF.

DATE

94/1738 AI JBH/

24.3.94

**"DG XXI INFO" - ARTICLE**

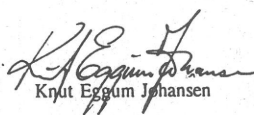
Dear Mr Griffiths,

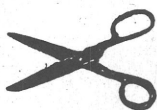
Thank you for your letter, and your invitation to contribute to the publication "XXI INFO".

Due to an extraordinary workload this spring, we are unfortunately not capable to write an article to your next issue appearing in April.

However, we would appreciate very much contributing to a later issue, when we have gained some experience with our programs on preparation for the accession.

Yours sincerely

  
Knut Eggum Johansen  
Tor Lande

**DANS LA PRESSE**

# Denmark faces single market problems



**Merchant Flemming Karberg (left) and Minister Lykketoft**

Major hiccups in the single-market transition which have hit the UK trade via cross-border shopping are also continuing to take a toll on the Danish wine and spirit business. In 1993, Danish spirit sales declined 12 per cent. Since 1986, total sales have dropped from 29m bottles to 18m bottles — a decline of 40 per cent.

Denmark has one of the highest rates of duty on spirits in the EEC and, at 25 per cent, the highest VAT rate in Europe. An additional problem in Denmark has also been that shoppers from neighbouring countries in Scandinavia, particularly Norway and Sweden, have seen duties on spirits reduced this year in their own countries in anticipation of joining the European Common Market. However,

as importer and distributor Hans Just points out, Denmark currently has no plans to change spirit duties until the beginning of 1995.

Further exasperating factors include low German spirit duties and keen prices from German retailers which, when combined with reduced border controls between Denmark and Germany, have led to considerable illegal imports of wine and spirits.

In an attempt to forge understanding of the trade's problems with politicians, Just recently met with the Danish minister of finance, Mogens Lykketoft. As a 'Chevalier du Fombrauge', the minister will receive a magnum from Just's Bordeaux estate on 31 December 1994.

---

# Customs seizures reach critical level

The formation of buying groups in the UK, with the intention of bringing alcohol back into the UK in bulk, are breaking the law — even though they may be ignorant of the rules, according to Peter Lewis, director of the Wine & Spirit Association.

'The rule on indicative levels does not allow nominated drivers to carry any alcohol back to the UK on behalf of others, even if it is for their respective personal consumption,' says Lewis.

The announcement comes at a time when Customs seizures of confiscated alcohol and tobacco have reached massive proportions. In December last year, 10 tons of beer, wine and spirits confiscated at Dover were destroyed at a landfill site in Kent.

Bruce Davies, Customs and Excise assistant collector at the port, recently told the press that the seizures were primarily taken from an 'army' of smugglers. He indicated that certain criminal gangs had set up distribution networks in prepara-

tion for the coming of the single market.

'These gangs pose the most worrying level of activity, but there are a number of tiers beneath them. For example you have the man who gets together a group of 15 or so unemployed people and gets them shuttling across to France a couple of times a day for anything up to a week at a time,' he is reported to have said in *The Times* newspaper.

The quantities being seized are of such a scale that it would be environmentally unsound to pour the alcohol into the sewage system and contraband is being bulldozed instead.

A question raised in the UK press asking why the wine and spirits could not be auctioned off for the greater good, raised hackles within the UK trade. British Customs officials said that, although some confiscated drinks were in the past given to charities, they would be accused of 'being a sort of cut-price government off-licence' if all the alcohol was sold on.

---

## Une balance commerciale à 20 milliards près

**L'**EXCÉDENT miracle de la balance commerciale française en 1993 (près de 90 milliards, le plus important jamais réalisé) est peut-être moins flamboyant qu'il n'y paraît. Selon l'Office français des conjonctures économiques, l'excédent miraculeux est sans doute gonflé de 15 à 20 milliards.

Explication des experts : depuis l'ouverture totale des frontières européennes, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, les statistiques ne sont plus ce qu'elles étaient. Dorénavant, les importations et exportations ne sont plus comptabilisées aux postes frontières, qui ont été fermés : elles sont déclarées spontanément aux Douanes par les entreprises. Et tout le monde ne s'acquiesce pas avec le même zèle de ce devoir déclaratif.

### Oublis lucratifs

*« En "oubliant" de signaler une importation, une entreprise n'a pas à régler de TVA sur cette importation, explique un douanier. De la même manière, si cette entreprise déclare faussement qu'elle exporte une partie de sa production, elle échappe à la TVA, qu'on paie seulement sur les produits consommés en France. »* En gros, pour régler moins d'impôts, il suffit de minorer ses importa-

tions et de gonfler ses exportations. A l'arrivée, ce petit jeu dope sérieusement l'excédent de la balance commerciale.

Autre anomalie : les importations inférieures à 250 000 F n'ont pas à être soumises à la douane. Les milliers de Français qui, chaque année, achètent leur voiture (française) à l'étranger pour la payer moins cher alourdissent ainsi artificiellement la balance commerciale. Lesdites voitures ont, en effet, été normalement comptabilisées comme exportations lorsqu'elles ont quitté la France, mais pas comme importations quand elles y sont revenues, puisque leur valeur est généralement inférieure à 250 000 F.

Sans parler des entreprises qui rechignent souvent à remplir de fastidieuses paperasses pour les déclarations douanières, et sans compter non plus les cafoillages des ordinateurs.

### Divergences franco-allemandes

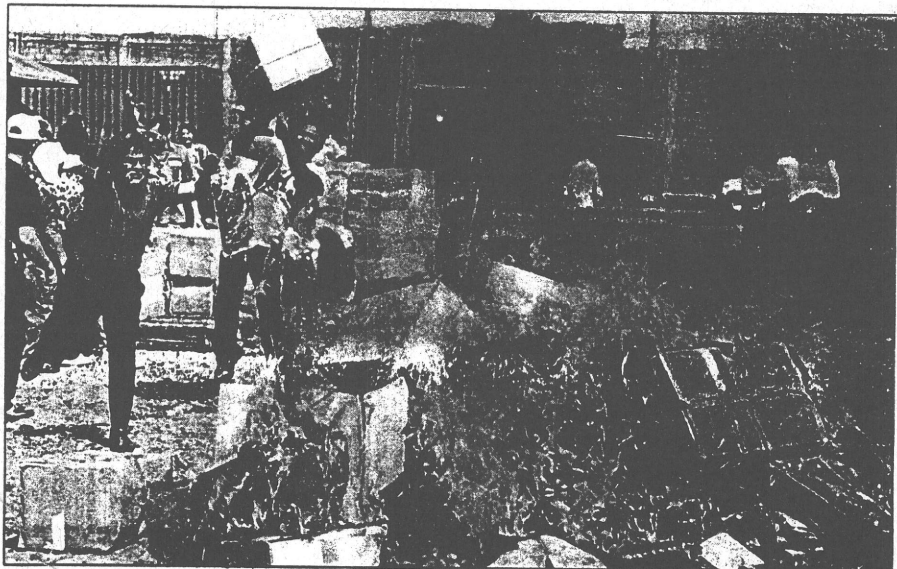
Ce qui explique quelques bizarreries comptables. Ainsi, la France affirme que, au deuxième trimestre de 1993, ses exportations vers l'Allemagne ont augmenté de 1%. Les Allemands,

eux, affirment qu'elles ont diminué de 23 %. Qui croire ?

Les Douanes reconnaissent que les contrôles inopinés permettent de récupérer 2 à 3 milliards par mois. Mais elles gardent le silence sur ce qui leur échappe. Et puis, depuis le temps qu'on fait dire ce qu'on veut aux statistiques...

*Le Canard Enchaîné 9 mars 1994*

**Bags go up in smoke as Philippines gets to grips with the counterfeiters**



Customs officers hurling boxes of luggage on to a fire during a campaign against fake designer goods allegedly imported from Korea Photograph: AP

## "ENTRE NOUS"



*Nous souhaitons la bienvenue aux collègues qui sont entrés en fonction depuis le dernier XXInfo:*

*fonctionnaires:*

<i>Jane COGGINS</i>	<i>UK</i>	<i>Sec</i>
<i>Carine DELANDE</i>	<i>BE</i>	<i>A-1</i>
<i>Barbara HALLIDAY</i>	<i>IRL</i>	<i>A-1</i>
<i>Burkhard HEIN</i>	<i>DE</i>	<i>B-6</i>
<i>Corine MIMRAN</i>	<i>FR</i>	<i>C-4</i>
<i>Viriato MONTEIRO DA SILVA</i>	<i>PT</i>	<i>B-5</i>
<i>André PENING</i>	<i>BE</i>	<i>A-1</i>
<i>Anthony RAW</i>	<i>UK</i>	<i>A-1</i>
<i>Regina SCHROEDER</i>	<i>DE</i>	<i>B-6</i>

*experts nationaux détachés:*

<i>Franco ROCCATAGLIATA</i>	<i>IT</i>	<i>TF</i>
<i>Marc STAEDTGEN</i>	<i>L</i>	<i>C-2</i>
<i>Christian VALENDUC</i>	<i>BE</i>	<i>TF</i>

*agents auxiliaires:*

<i>Anne Marie BELLE</i>	<i>BE</i>	<i>A-2</i>
<i>Sue DOWLING</i>	<i>UK</i>	<i>C-4</i>
<i>Despina MYLONAKIS</i>	<i>GR</i>	<i>B-5</i>

*mouvements à l'intérieur de DG XXI*

<i>Ionna TENIDIS</i>	<i>Intérimaire</i>	<i>→ auxiliaire</i>
<i>Christiane DE LEU</i>	<i>C-4</i>	<i>→ B-4</i>
<i>Richard VAN RAAN</i>	<i>A-3</i>	<i>→ B-2</i>



*La suppression de l'unité A4 a donné lieu à la réaffectation des personnes suivantes:*

*Robert CUZON (C-3), Anne Marie DE WOLF (A-3), Anne GORDON VERGARA (A-3), Frank JANSSENS (A-3), John PULFORD (A-3), Antonio QUEIROZ (A-3), Rachel SMETS (A-3), Pierre TOURNON (Exp.) (A-3), Elfriede VAN DER CRUYSSSEN (B-7), Diane VAN LERBERGHE (C-3), Jean Louis VERGNOLLE (B-7), Peter YOUNG (Exp.) (A-3)*

*nous disons au revoir à:*

*transferts:*

<i>Despina KARAGIAVOUROGLOU</i>	<i>DG IX</i>
<i>Marie-Flore NUNEZ BOCHON</i>	<i>DG IX</i>
<i>Maria PASTOR</i>	<i>CCP</i>
<i>John RYAN</i>	<i>DG V</i>

*agents auxiliaires:*

<i>Carmen ARIAS</i>	<i>ES</i>
<i>Dila GJINI</i>	<i>IT</i>
<i>Kristine LIGGINS</i>	<i>UK</i>
<i>Maria PHILIPS</i>	<i>IRL</i>
<i>Dieter SCHWITALLA</i>	<i>DE</i>

*intérimaires:*

<i>Béatrice LEYSENS</i>	<i>BE</i>
-------------------------	-----------

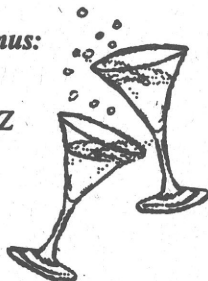
*experts nationaux détachés:*

*Malcolm BRODIER*

## FELICITATIONS

*aux collègues récemment promus:*

*Francoise CAMBIER  
Maria Paloma CASTRO PEREZ  
Elvira DIAZ-GUARDAMINO  
Virginia GAITANOU  
Ronald HORDIJK  
Luis LAÇO*



*Cécile PIERCE  
Veronica RAUWS  
Fritz SCHÖDER  
Charles SURMONT  
Luc T'JOEN  
Robert VAN LOO*



## A propos de la cafétéria

*En feuilletant un vieux livre intitulé "Le grand manuel des drogues" de Louis Lewin, j'ai jeté un coup d'oeil sur le système de classification des substances prohibées, adopté par le pharmacologue berlinois à la fin des années vingt, système encore aujourd'hui retenu entre autres par l'Organisation Mondiale de la Santé.*

*Dans la classification des drogues, Lewin distingue principalement les substances stupéfiantes, c'est-à-dire celles qui causent de graves troubles cérébraux, des substances excitantes, qui au contraire permettent, à doses "raisonnables", de stimuler le système neurovégétatif sans pour autant endommager les fonctions cérébrales.*

*Il y a toujours eu un intérêt humain particulier, une attraction particulière vers les substances psychotropes parce qu'elles sont capables d'agir sur la psyché humaine et sur son comportement. Un exemple typique en est l'utilisation de plantes, de liqueurs, de matières organiques en mesure de déterminer des états d'altération de conscience ou d'augmen-*

*ter et développer les prestations physiques et intellectuelles.*

*D'anciens témoignages rapportés par des textes indiens parlent d'une boisson enivrante, le soma utilisé pour des rites sacrés et de l'haoma, liqueur employée pour accomplir à des fonctions de sacrifice.*

*Déjà en 2000 avant J.C., l'empereur chinois Kwang-Ti mentionnait la cannabis dans son traité médical; les Egyptiens, en 1700 avant J.C., exaltaient le pouvoir médicamenteux du pavot somnifère, tandis que les premiers renseignements sur la coca arrivèrent en Europe avec le retour des "Conquistadores" des Amériques.*

*En Europe, on commença à étudier d'une manière détaillée le problème des drogues vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand fut en vogue l'utilisation personnelle spécialement dans la culture continentale attribuée aux expériences artistiques. Le livre de Lewin s'insère dans un contexte historique qui a marqué des étapes intéressantes à mentionner; rappelons-nous, par exemple, que 1844 est l'année de*

*fondation du Club des Hachichins qui avait parmi ses membres les plus illustres Alexandre Dumas, Charles Baudelaire et Théophile Gautier; ils s'y réunissaient pour consommer du hashish et en étudier les effets et les influences. L'utilisation de la drogue était considérée comme une phase "évolutive" de la civilisation humaine en mesure d'intensifier l'activité mentale.*

*La frénésie pour la recherche de la drogue parfaite impliquait les hommes de lettres les plus illustres de la période; Sigmund Freud écrit en 1884 d'une manière enthousiaste sur les effets de la cocaïne.*

*Parmi les élites culturelles de cette période, on recherchait une sensation que seule la drogue pouvait fournir, capable de faire obtenir des effets positifs sur l'homme en termes d'augmentation des capacités intellectuelles, augmentation de la connaissance, stimulation de la créativité et amélioration de l'état physique général.*

*L'autre groupe de substances classées par Lewin, les drogues excitantes, nous concerne un peu plus près parce que, dans un certain sens, nous en sommes consommateurs au moins une fois par jour: il s'agit, entre autres, du café, du thé, du Kola (d'où vient le Coca Cola), du cacao, du tabac et de l'alcool.*

*J'estime qu'il est intéressant de rapporter quelques considérations sur ces substances constatées par l'auteur dans ses études:*

*A propos du café: "son abus provoque l'hyperexcitation du cerveau, le sujet devient d'une loquacité surprenante et parfois perd le fil de ses idées; la force d'imagination et les facultés intellectuelles subissent une exaltation agréable; la fatigue n'arrive pas ou s'oublie et par conséquent la volonté de travail est intensifiée sans une coaction brutale."*

*Sur le thé: "le thé contient de la caféine et comme les autres drogues voluptueuses il a des propriétés excitantes. L'infusion de thé procure une certaine euphorie et une accélération des processus intellectuels dont l'acmé est atteinte après environ quarante minutes; 10 gr. de thé donnent une augmentation de 10% du travail mental."*

*Sur le kola: "la noix de kola, qui pousse en Afrique et dans les Indes orientales contient elle aussi de la caféine, qui provoque inappétence et exaltation de l'énergie musculaire et résistance au travail; elle n'abat pas l'humeur."*

*Sur le cacao: "les graines pelées de cacao contiennent théobromine et caféine, des substances qui agissent comme des stimulants; dans quelques cas, à l'usage quotidien de 25-30 gr*

de cacao font suite les symptômes d'excitation et des troubles du type toxique comme l'agitation, la céphalée, l'accélération du pouls. "

Sur le tabac, l'auteur s'arrête surtout sur les symptômes d'habitude et de tolérance de la nicotine et, non par hasard, révèle que: "les enfants d'âge inférieur à 15 ans qui fument sont moins intelligents, plus paresseux et démontrent une tendance à boire les alcools. Les adultes infatigables fumeurs accusent une sensation

de lourdeur de tête, des vertiges, insomnie, peu de volonté de travailler, des anomalies de l'humeur, comme par exemple l'irritabilité. "

Enfin, une brève mais intense question que l'auteur se pose à la fin de son traité à propos de l'alcool: " à qui l'humanité doit-elle son état et son intense activité actuelle? A ceux qui boivent de l'alcool ou à ceux qui ne boivent pas d'alcool? Seulement à ceux qui ne boivent pas d'alcool ... "

Antonino DE LORENZO A-2



## ***Our special charity - the Society for monopolysaccharide diseases***

Il y a quelques années, alors que la DG XXI cherchait à quelle oeuvre de charité elle pourrait apporter son soutien, le jeune fils d'un de nos collègues mourut d'une affection de Mucopolysaccharidose. Il nous sembla dès lors tout naturel d'apporter notre aide à l'association des malades de la Mucopolysaccharidose et de la soutenir financièrement pour lui permettre de participer au développement des travaux de recherche en vue de trouver un traitement contre cette maladie.

A titre de reconnaissance pour l'appui que nous lui avons déjà apporté en Belgique, et que nous ne manquerons pas de perpétuer à l'avenir, le Professeur J. Leroy nous a adressé le texte suivant, qui fait le point sur les principaux aspects de la recherche médicale dans ce domaine.



KLINIEK VOOR KINDERZIEKTEN - C. Hooft -

Diensthooft Prof. Dr. J.G. LEROY

UNIVERSITAIR ZIEKENHUIS

De Pintelaan 185

B - 9000 GENT (BELGIE)

*Mucopolysaccharidoses, with other rare inborn errors of metabolism, a too unknown group of fatal diseases in children.*

*It is good news that children with leukemia or other forms of childhood cancer have recently received much attention and well deserved extra financial support from the general pu-*

*blic. Researchers and clinicians involved in patient care and the families concerned are immensely grateful for the improvement in care and management which these efforts have brought about. Scientifically based clinical treatment already leads to complete cure in over 70% of cases of the most common form of childhood leukemia.*

*Mucopolysaccharidoses are rare hereditary errors in mucopolysaccharide metabolism. They are known to few people in medicine and only to the unfortunate parents in the general population. Mucopolysaccharides, also called glycosaminoglycans, are large molecules in the body. Their function is not yet completely known, particularly which respect to connective tissue. All human organisms make these molecules and, following their function, break them down again. Such cycles of biochemical activity in the body, called metabolism. Patients with mucopolysaccharidoses can manufacture MPS, but lack the proper enzymes for their breakdown. As a consequence, MPS accumulate throughout all tissues, more particularly in bone growth plates, in liver and spleen, in joints, in skin and often also in the brain. Such accumulation nevertheless increases, slowly but steadily, their excessive excretion in the patients' urine.*

*The mucopolysaccharidoses often have their clinical onset in early childhood. They have follow a slowly progressive course and reach a fatal outcome usually before adolescence. Present day medicine cannot yet offer any effective cure to these beloved patients, although in a few centres around the world bone marrow transplantation has met with temporary or partial success. Because this treat-*

*ment is hard on patients, expensive and above all of equivocal value, it is not generally recommended.*

*Common features of the fully developed diseases are: growth deficiency, retardation of psychomotor development, progressive deformation of facial and general body configuration, recurrent upper respiratory and general infections, herniae, stiffening of joints prominence of the abdomen because of enlargement of liver and spleen. Not all features are equally evident in any one of the various clinical diseases delineated within the mucopolysaccharidoses group. Some features are specific to particular entities.*

*Diagnosis must be made early, in the interest of patient management and of parental family planning. All disorders are inherited according to an autosomal recessive mode. This means that both healthy parents are heterozygous carriers of the mutant gene and that such couples have a recurrence risk of  $\frac{1}{4}$  in future children. Hunter disease has X-linked recessive inheritance, meaning usually that the healthy mothers of patients are gene carriers and have a chance of  $\frac{1}{2}$  of transmitting the disorder to their sons and a chance of  $\frac{1}{2}$  of transmitting the mutant gene to their healthy daughters. This implies that healthy sisters of Hunter disease*

patients have a  $\frac{1}{2}$  chance of being gene carriers themselves.

The formal diagnosis of these disorders depends mainly on the demonstration of a specific enzyme deficiency in leucocytes or in cultured connective tissue cells derived from skin biopsy specimens. Such enzyme tests can also be fully relied on for prenatal diagnosis using either material from chorion villi or cultured amniotic fluid cells.

Until recent times the challenge to prove or disprove reliably that a normal female family member is a genetic carrier (heterozygote) for the Hunter disease mutant gene has been unsurmountable. The mutation of Hunter disease can now be studied in the genome (genetic material) itself by using DNA-tests. Sufficient progress has now been made, especi-

ally in Australia, in order to determine unequivocally whether or not particular girls are genetic carriers of the Hunter mutation.

In a small project, primarily involving Hunter disease, potential carriers will be screened. To this end tissue samples have already been collected for DNA extraction and for assay in the foreign laboratory. A tangible gift has been received from a group of people who, by their own experience care about patients with mucopolysaccharidoses and allied disorders. These financial means will be used to defray expenses in this small project, which is all important to patients and families alike. To anyone contributing to the collection of these funds, our heartfelt thanks. All deserve special credit for their support to alleviate the needs in families with patients with rare but fatal diseases.

---

## From the diary of a stagiaire

### *Just a little hope*

*That rainy day last March was not one of the ordinary wet days in London. I had not thought during my period of study in London, that my efforts to find a Commission document on EC-Turkey relations in the EC Commission's London Office would unveil a great opportunity and pave the way for me to come to Brussels as a stagiaire, into the heart of the EU Institutions.*

*Despite the assistance given to me, the document was not available in London. However, I learned by chance that there was an opportunity to apply for in-service training at the European Commission, even for a non-EC person. In the believe that I had less than an infinitesimal chance to be accepted among those thousands of applicants from the Member States, I had to apply in order to see what my real chance was<sup>(1)</sup>. Eventually, the kind people of DGXXI-B/1 warmly welcomed their stagiaire.*

### *Excitement and Introduction*

*Probably the most interesting part of the first day was Mr Kraus's speech*

*at the first meeting for the non-EC trainees. Mr Kraus's speech was full of real warmth and encouragement for those young people. Being a real humanist, he has strongly supported this training programme for an integrated Europe and for a better world, for more than 15 years.*

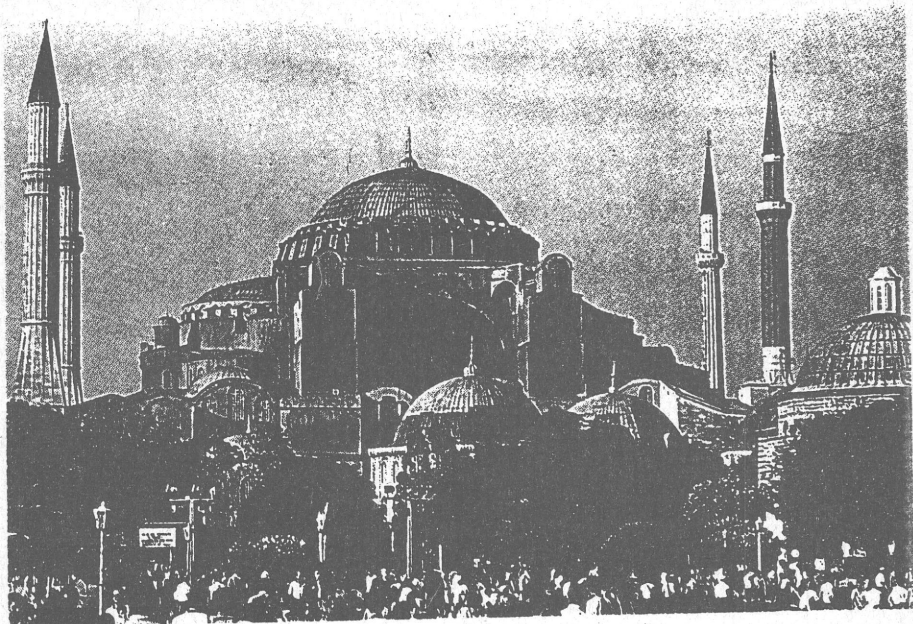
*Integration of people of different cultures for a better and peaceful world: this is why 650 young people have been brought together under the roof of the European Commission. One can consider that these types of programme are the best and cheapest investments for a peaceful world as we borrow our old planet from prospective generations. In fact, the best thing which we can leave behind is a "truly civilised" human culture refined from prejudice for an integrated Europe, for a better life.*

### *A nice building called: Centre Borschette*

*The first big assembly of all stagiaires (650). Date: 3<sup>rd</sup> March. An impressive conference hall equipped perfectly to follow the speakers in different languages, with the help of*

<sup>(1)</sup> *Mr Kraus (the Head of the Training Office) stated that 7000 applications were received for 650 places.*





*the talented interpreters. It was very interesting to meet hundreds of young people who in a way are the future of their countries, being the prospective bureaucrats, eurocrats, politicians... Many of them have almost the same mentality although small discrepancies can be observed which actually enhance the cohesion among the cultures - they enrich each other by knowing them closely, respecting them and erasing former misunderstandings.*

*A pertinent example: It was probably interesting for some people to meet a*

*young Turkish man. Moreover, there was a good opportunity to learn about Turkey and the Turks, and I was asked many questions.*

*It was also interesting for a Turk to encounter some of the strange comments during those first contacts with other stagiaires. Some were the natural results of classic prejudice and lack of knowledge - the others were just funny gaffes underlying maybe a great curiosity! It was not the first time I was asked whether the Turks read and write in Arabic and have the "Sharia" as the legal system; or*

*if Turkish women are kept inside their houses. Naturally this reveals how much education has been given to those people in terms of general culture by their families and afterwards by the schools. If they had read a little, they would have been embarrassed to speak like that.*

*Some arguments (gaffes?) were really difficult for an objective and reasonable person to believe in. They were not only funny but also illogical. Such as:*

*"You do not look Turkish. Because your colour is white and you are tall."*

*"You are very different, because you speak good English and you are a lawyer. Are you sure that you are Turkish?"*

*"Turkish! You cannot describe anything, but you know it how it is when you hear it. Turks are like this. But I do not mean you, you are an upper-class person."*

*"Turks cannot belong to the European Community, because they believe in Islam."*

*I just smile at these examples with the tolerance which I am endowed with. Sadly, in this information century there still are young professio-*

*Ali Zafer KARACA Stagiaire with B-1*

*nals living with the stories of the middle ages. A simple farmer, living on his own far from technology can be forgiven if, for example, he has wrong ideas about the Turks, Portuguese or Germans. But, if it is an intellectual and an educated young person with the same attitude, how can we trust the future, as it shall be shaped by today's youth who are tomorrow's leaders. Hopefully, this stage will also help those to improve their general culture as one can easily foresee.*

### **Expectations**

*So far it is really interesting to be in the "kitchen" to see what the real practice is, compared with the EC law subjects I studied. A multi-national and multi-lingual organisation which works properly at this level. Valuable, experienced experts and a great chance for a young man, as long as he knows how to observe and benefit from this treasure. Even a very small event would be an important experience when one deduces lessons from it. Finally one more sentence can be added: the more people, you meet the more you learn! Probably this is the most suitable expression of expectations which can be given by a person who comes from the land where the continents and cultures meet.*

**EN BREF****Training for sale**

*Perhaps you are one of the lucky ones who has been contacted and asked if you were interested in following one of the courses organised by us or by DG IX.*

*In March 1993 our training plan 1993 - 1994 was signed by the Directors-General from DG IX and DG XXI. Now we are starting to get the full benefits from the work that we put into the development. DG IX offers us a wide range of courses. They tell us how many places are reserved for DG XXI and it is then up to us to identify those of you who originally requested the training and offer you a date. Likewise with the invaluable help from unit XXI-A1 (Ronny Bonne, Patrick Bourrel and*

*Jean-Pierre Naitali) we are offering internal computer training in software products used by DG XXI.*

*Our working basis is the yellow individual training sheets most of you filled in and had approved by your boss, when we drew up the plan back in 1992. If you are an official and you want to update your training sheet or you simply want to check what you requested or even if you want to fill in the individual training sheet for the first time, do not hesitate to contact us. Every request for a course has to be justified and approved by your immediate superior. The training received should ideally be to the benefit of both you and your service.*

*Ingrid DE NYS - Archives*

*Ilon DE VESTELE - Sec*

*Peter Lindvald NIELSEN - Sec*

## STOP PRESS

### DEMANDE DE VOLONTAIRES

*Un mercredi sur deux, sur l'heure du midi, j'accompagne Jos, qui est handicapé, pour une promenade dans le square de Meeus. Cela prend 45 minutes et je le prend à son bureau, qui est proche, à 12.30.*

*Du fait que Jos, qui souffre d'une dystrophie musculaire progressive, se déplace d'un pas mal assuré, il est préférable que deux personnes l'accompagnent pour sa promenade, une de chaque côté. Il se tient aux bras, et marche très lentement.*

*Suite au départ de Maria Pastor en congé pour convenance personnelle pour deux ans, je suis à la recherche de collègues qui seraient désireux de nous accompagner, Jos et moi-même, durant ces promenades. La maladie dont il souffre lui impose d'exercer ses muscles régulièrement. Il n'est pas besoin de fournir un effort physique important, mais bien de faire preuve de disponibilité.*

*Les personnes qui souhaitent aider Jos peuvent me contacter directement (☎ 58900 MDB 5/1). Si plusieurs volontaires se manifestent, cela signifiera qu'il n'y aura plus d'interruption pour Joss pendant les périodes de vacances.*

*Merci d'avance.*

*Peter VIS C-1*

### TELEMATIC NETWORK COMPLETE

*On 15 April 1994 the final link went live, in a telematic network for tariff quota management, linking DG XXI's computer with those of the Member States. One by one, since the beginning of 1990 when a pilot link with Ireland was established, all Member States have joined the network. This ensures that tariff quota claims anywhere in the Community will be treated not only with equality but also with the same efficiency; the existence of this extra means of communication also facilitates the passing of urgent messages between the respective managers.*

*J. DE NEUMANN B-6*

---

**Rédacteur en chef:**

**Tony Griffiths**                      55729                      2/35

**Comité de rédaction:**

<b>Hervé Blin</b>	52944	3/34A
<b>Maria Cabral</b>	54259	3/38A
<b>John De Neumann</b>	54901	1/01
<b>Ida Perez</b>	61639	3/01
<b>Brigitte Segers</b>	62744	3/19A
<b>Valère Moutarlier</b>	62162	5/35

**Mise en page:**

**Ida Perez**

**Ont participé à ce numéro:**

**Lasse Arvela, Pierre Coppens, Antonio De Lorenzo, Ingrid de Nys, Ilona de Vestele, Jean Marie Grave, Marie Hendrie, Ron Hordijk, Rosa Lopez Jorin, Ali Zafer Karaca, Aristides Lavrentsos, Professor Dr. Leroy, Christos Liolios, Peter Lindvald Nielsen, Tommi Parkkola, Peter Vis**

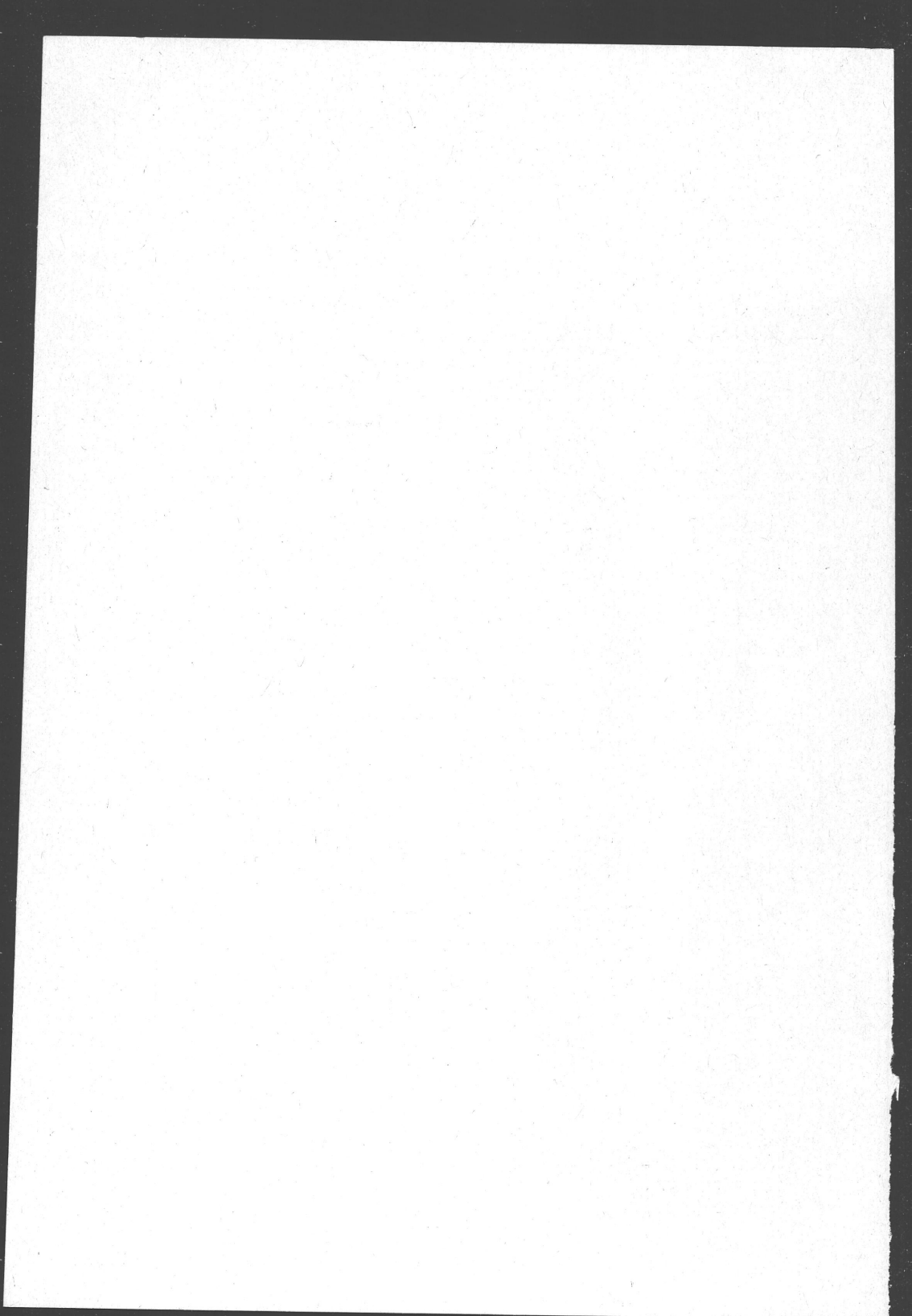
**ainsi que:**

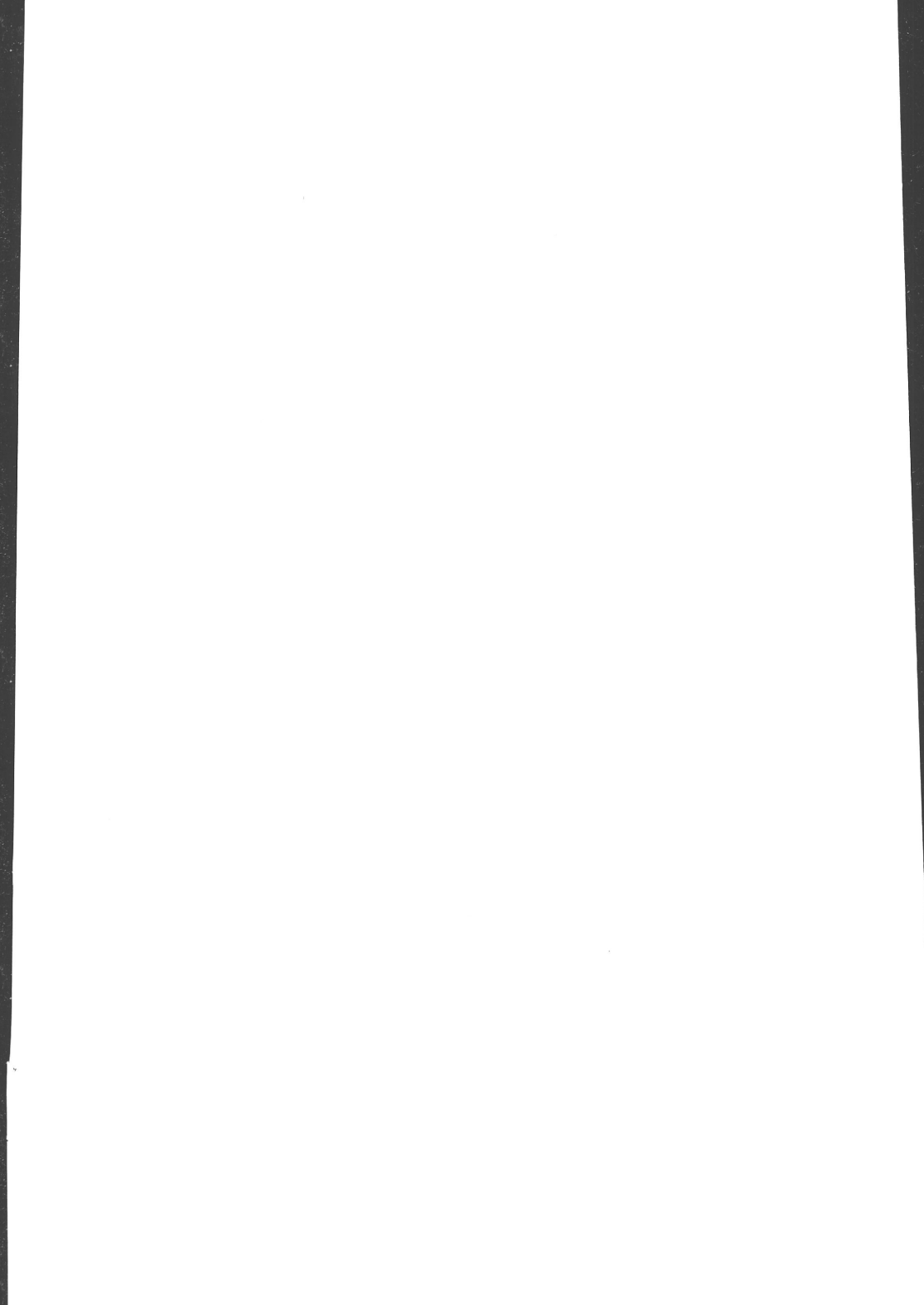
**Knut Eggum Johansen, Tor Larde, Susanne Laustsen, Claire Powell, John Pulford, SAMCOMM**

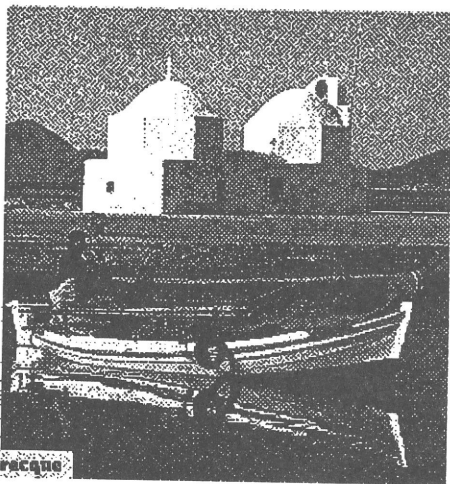
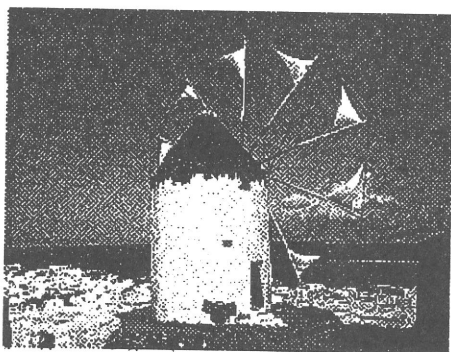
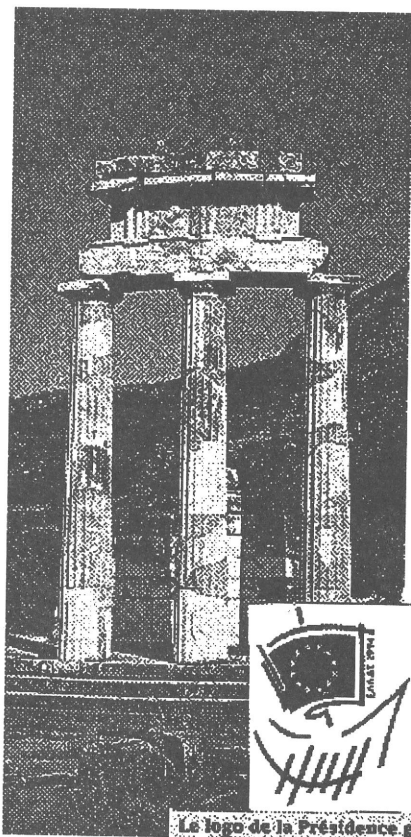
**Les articles sont publiés sous la  
responsabilité de leurs auteurs**

**Les articles et informations doivent impérativement parvenir  
au secrétariat (MDB 3/01 ou 2/35) avant le 6 juin 1994  
si possible sous forme informatique par Insem mail au  
M472 perezid.**

**Pour plus d'information téléphonez au 61639 ou 55729**







Le logo de la Présidence graqque